

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Euro-terminus-Frederic-Lordon>

Euro, terminus ? Frédéric Lordon

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : dimanche 27 mai 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La science économique n'existe pas. Il n'y a que de l'économie politique. Il faut pourtant toujours des événements extrêmes pour dessiller ceux qui feignent de croire, ou pire, croient de bonne foi, que l'administration des choses pourrait remplacer la délibération des hommes. Ça tombe bien, en voilà un qui s'annonce. La perspective d'une sortie de la Grèce de l'euro, puis celle d'une possible décomposition de la monnaie unique par effet de contagion, promettent de rappeler à grand spectacle ce qu'il en coûte d'ignorer la part politique de l'économie. Car il suffirait de figurer l'enchaînement possible des choses sous la forme d'un arbre de décision pour apercevoir que, quoique configuré par des contraintes économiques, chacun de ses points de bifurcation a fondamentalement la nature d'un acte politique de souveraineté. La Grèce continuera-t-elle de se soumettre à l'austérité ? â€” politique. Décidera-t-elle le défaut en grand ? â€” politique. L'Europe réagira-t-elle en tentant de la garder dans l'euro ou en la poussant dehors ? â€” politique. Est-ce la Grèce elle-même qui anticipera en réarmant sa banque centrale et en retournant à la drachme ? â€” politique.

Mais politiques plus encore les mouvements réactionnels des corps sociaux qui finissent toujours par passer le point où l'étranglement de l'austérité combiné à la dépossession de souveraineté deviennent intolérables et, très légitimement, cherchent à toute force une voie de sortie, pour le meilleur â€” Syriza qui pourrait être le germe d'une réaffirmation des peuples contre les orthodoxies financières (celles des marchés et des gouvernements mêlées) â€” ou pour le pire â€” cette sinistre Aube Dorée, reproche vivant fait à l'Europe libérale, supposément justifiée pour que « plus jamais ça » et dont tous les actes concourent inexorablement à faire revenir « ça ».

Némésis politique

Sauf à avoir l'entendement tout à fait obturé, le résultat hautement probable d'une politique économique européenne qui n'aura rien appris de l'histoire, rien compris des erreurs d'il y a quatre-vingts ans, celles de Hoover, de Laval... et surtout de Brüning, pouvait être annoncé du moment même [\[1\]](#) où, fière de ses règles disciplinaires, de ses traités et de ses pactes, consciencieusement occupée à donner satisfaction aux marchés qu'elle a elle-même installés en position de tutelle, l'Europe, contre toute logique économique, a décidé qu'il n'était pas d'autre voie pour stabiliser les dettes publiques que la restriction généralisée. Il ne faut pas s'y tromper : la Grèce, sans doute le pays le plus fragile et le plus déséquilibré ex ante de la zone euro, n'est que l'éclaireur d'un parcours où bon nombre d'autres pays sont déjà engagés derrière elle â€” ne pas espérer de fin de crise si d'aventure un miracle, désormais il faut au moins ça, parvenait à sauver l'« éclaireur »... Car l'aberration historique dans laquelle s'est engagée l'Europe est dotée d'une très grande généralité, et produira inexorablement ses effets partout où elle est appliquée. La rechute en récession des économies européennes et l'incapacité à tenir (d'intenables) engagements de déficit, à l'image notamment de l'Espagne, en témoignent pourtant assez mais, dans une logique formellement stalinienne, d'ailleurs déjà vue à l'oeuvre au moment de la transition russe, la conclusion tirée par les libéraux européens tient que les contrariétés du réel s'expliquent moins par les excès de leur politique que par l'insuffisance de ses applications. Inutile de préciser que cette logique-là n'a pas d'autre terme que le champ de ruines fumantes â€” précisément là où la Grèce se trouve conduite d'une main très sûre.

C'est là un chemin que les corps sociaux, sans doute stupidement attachés à quelque archaïque réflexe de conservation de soi, renâclent pourtant à suivre jusqu'au bout. La succession des plans de sauvetage, accompagnés de conditions d'ajustement structurel si bien pensées qu'elles appelaient et leur propre échec et â€” parce que la logique européenne est étrange â€” leur propre reconduction, a été une descente aux enfers. La Grèce depuis 2009 a été plongée dans une récession organisée qui lui a fait perdre 15 points de PIB cumulés, le taux de chômage y est de 22 %, l'évolution des salaires réels continûment en territoire négatif depuis 2010 (jusqu'à - 12 % en 2011 !) â€” mais il faudrait en fait prendre le temps de dresser le tableau social concret qui correspond à ces abstractions macroéconomiques. Et voilà qu'un gouvernement de technocrates se présente ingénument porteur d'un énième plan d'ajustement à hauteur de 5 points de PIB supplémentaires. Malencontreusement une échéance électorale passe par là. Et l'on s'étonne que le paysage politique grec vole en éclats, plus des deux tiers des électeurs se rangeant derrière les partis refusant l'austérité, quelle surprise en effet.

Parce qu'elle a oublié ce qu'elle devait être – une économie politique – la science économique de l'ajustement structurel, intrinsèquement fautive au demeurant car, même le peuple applaudissant l'austérité, jamais elle ne parviendrait à ses fins, la « science économique », donc, finit par chuter sur ses propres impensés : il y a des populations, il y a de la politique, et un beau jour le peuple dit non. La panique européenne présente est l'autre nom du retour du peuple, l'oublié qui se rappelle au bon souvenir de la Construction, laquelle en toute innocence avait fait l'impasse sur lui, le gouvernement, c'est bien connu, étant tellement plus simple sans l'importune présence des gouvernés.

C'est ce retour et rien d'autre qui sème l'effroi dans une Europe volontairement vassalisée aux marchés, et portée avec eux à croire que les populations ne pouvaient décemment venir interférer avec l'administration des choses. Et, quand les politiques macroéconomiques d'elles-mêmes déraillaient déjà et depuis très longtemps, la conscience du déraillement ne se fait vraiment que lorsque le peuple le fait enfin savoir. Mais que se passe-t-il donc dans les têtes européennes qui puisse leur faire croire qu'un pays pourrait ainsi accepter de se regarder dépérir pieds et poings liés jusqu'au dernier degré de l'agonie ? : pas de croissance possible car austérité, pas de dévaluation possible car monnaie unique, même pas de possibilité de se protéger contre le *run* qui assaille les banques privées grecques, puisque l'article 63 interdit toute restriction aux mouvements des capitaux ! Sous les yeux du pouvoir politique, le système bancaire grec est en train de se vider sans que personne n'y puisse rien opposer.

Sortie, mode d'emploi

Evidemment l'impossibilité d'opposer est toujours conditionnelle à un certain cadre institutionnel, en l'occurrence celui des traités, dont il suffit de sortir pour recouvrer quelques degrés de liberté – et se sauver. Sauf à ce que l'Europe modifie du tout au tout sa politique insensée, la Grèce se trouve rendue en ce point où le geste de sa propre sauvegarde va bientôt s'imposer sans appel. Sa survie passe alors par un arrachement radical :

- **Défaut complet sur sa dette souveraine** . Le défaut ne règle sans doute aucun des problèmes structurels de la Grèce. Si elle n'est certainement pas un Etat failli, un *failed State*, puisque l'ordre légal d'un Etat de droit et la sûreté y règnent, la Grèce cependant pourrait être proche d'une *failed administration*, notamment dans sa composante principale, à savoir l'organisation du prélèvement fiscal [2]. Mais cette refonte-là appartient aux moyen et long termes, or l'urgence c'est de ne pas mourir ! Le défaut s'impose alors, car le déficit est maintenant imputable aux trois quarts au service de la dette – 6 points de PIB sur 8 de déficit. La Grèce en effet a réduit à marche forcée son déficit primaire de 10 points de PIB début 2010 à un peu plus de 2 points de PIB fin 2011 [3], niveau – parfaitement gérable – qui serait alors celui du déficit tout court, le service de la dette disparaissant du jour au lendemain après un défaut total.
- **Réarmement de la banque centrale nationale** . Mais dira-t-on, précisément, il resterait deux points de PIB de déficit à financer... alors même que la Grèce ne disposera plus d'accès à aucune source de financement externe, ni les marchés, ni bien sûr les fonds de l'Europe (Fonds européen de stabilité financière [FESF], mécanisme européen de stabilité [MES]) ou du FMI après que le pays se soit affranchi de la troïka et de ses ajustements structurels. C'est pourquoi il n'est pas d'autre solution possible – mais celle-ci est possible ! – que la reprise en main souveraine de sa banque centrale nationale, réarmement qui signifie *de facto* sortie de l'eurosystème de banques centrales, donc de l'eurozone, et retour à la drachme. C'est la Banque de Grèce qui financera, par création monétaire, le déficit transitoire qu'un retour à la croissance achèvera de résorber.
- **Dévaluation** . Ce retour à la croissance sera d'autant plus vigoureux qu'à l'abandon d'une politique budgétaire récessionniste s'ajoutera le coup de fouet aux exportations consécutif à l'inévitable dévaluation de la drachme. Contrairement à ce que suggèrent Artus et Castillo [4], la dévaluation sera efficace, comme en témoigne le fait que de 2009 à 2011 l'effondrement du salaire réel (jusqu'à -12 %) a eu des effets sur la balance courante dont le déficit est passé de 16 à 10 points de PIB, et ceci largement du fait de la remontée des exportations, preuve que le commerce extérieur grec est sensible aux effets de taux de change réel. Il ne faut pas craindre en tout cas que la dévaluation soit d'ampleur – au dernier trimestre 2008, la couronne islandaise a bien perdu les deux

tiers de sa valeur sans dommage pour le pays, sachant que la méga-fluctuation initiale est généralement corrigée pour faire revenir ensuite la parité à des niveaux plus convenablement ajustés. Ajoutons que, dans une économie en chute libre comme l'est la Grèce, le risque d'inflation de court-moyen terme est des plus modérés.

Arguera-t-on alors de l'alourdissement du poids des dettes ? L'objection ne tient pas pour la dette souveraine qui aura été complètement annulée. Quant aux dettes des agents privés â€” près de 70 milliards d'euros [5] â€”, celles qui ont été contractées sous droit grec seront unilatéralement relibellées en drachmes, donc sans impact de change. Celles de droits étrangers donneront lieu soit à des défauts, soit à des pertes â€” les plus probablement concernées étant les grandes entreprises, tout de même les agents les plus profitables du pays et les plus capables de prendre des pertes.

- **Reprise en main du secteur bancaire et contrôle des capitaux** . Le défaut cependant n'aura-t-il pas des conséquences internes du fait de la détention de titres souverains par le secteur bancaire privé grec ? En premier lieu, et c'est au moins l'un des avantages de la restructuration actée début 2012, les trois quarts de la dette grecque sont désormais aux mains du secteur public (banques centrales, FESF, FMI), les banques privées grecques n'en détenant plus que 7,4 %, soit 23 milliards d'euros [6]. En tout cas c'est là le deuxième avantage du réarmement de la banque centrale nationale que de lui permettre d'émettre autant de monnaie que nécessaire, à la fois pour maintenir les banques dans la liquidité, éventuellement reconstituer leurs fonds propres, et compenser (selon des critères à déterminer) les pertes des épargnants grecs de bout de chaîne. Il est probable que le gouvernement doive également reprendre les commandes dans les banques privées (par exemple par réquisition) afin de coordonner une reprise du crédit à l'échelle macroéconomique qui n'a aucune chance tant que les banques resteront prises dans les logiques de leurs intérêts particuliers actionnariaux. Et si l'on parle de reprendre en mains le secteur bancaire et financier, logiquement le contrôle des capitaux vient parachever le « *package de rupture* », seul moyen d'enrayer le *run* qui est d'ailleurs déjà en train de grossir.
- **Caveat !** Est-il nécessaire de redire que rien de tout ça ne règle par soi le problème de fond de l'économie grecque ? â€” mais crée au moins les conditions d'une possible résolution, en restaurant un horizon de croissance de moyen terme, ce qui n'est déjà pas si mal. Ce moyen terme pourtant s'arrête là où la Grèce se montrerait pour de bon incapable de reconstruire une économie politique du prélèvement fiscal, c'est-à-dire les institutions politiques permettant de fixer une assiette adéquate de l'impôt â€” et d'y soumettre tous les groupes sociaux actuellement récalcitrants â€”, et celles administratives permettant de le percevoir effectivement. Il est bien certain qu'à défaut de cette reconstruction, la persistance d'un manque à gagner fiscal chronique vouerait de nouveau la Grèce au déficit permanent en ne lui laissant que la possibilité de la création monétaire pour le financer.

C'est une configuration très semblable qu'a connue l'Allemagne des années 1920, dans un système de médiations politiques permettant aux dominants de faire valider leur refus de l'impôt alors que le budget devait faire face au service d'une dette colossale. Quoique cette dernière fut alors le fait des réparations, on ne peut manquer d'être frappé par l'homologie formelle du problème... et, pour toutes les réserves que doit inspirer un comparatisme sauvage, de penser à ce qui s'en était suivi lorsque était restée seule la banque centrale en position de solder les impasses budgétaires incommensurables autrement.

Désastres réels, désastres fantasmés

Mais avant même le *caveat* le coryphée est entré en scène pour prophétiser les désastres â€” plus exactement des désastres supposés qui devraient faire renoncer à l'idée d'échapper aux désastres réels. La version technocratique de la prophétie s'émeut des 200 à 250 milliards d'euros de dette grecque détenus par les entités « troïkiennes ». En cas de défaut total, le FMI en sera de 20 milliards d'euros â€” on ne peut pas dire que ce soit rien et pourtant, curieusement, nous retiendrons nos larmes. Le FESF, lui, plongerait de 107 milliards d'euros, c'est déjà autre chose. Les pertes se répartiront entre les pays contributeurs au prorata des apports (20,3 % pour la France soit 21,5

milliards d'euros tout de même), à l'occasion de quoi on va s'apercevoir des limites des stratégies qui pensaient régler le surendettement des uns en surendettant les autres qui ne l'étaient pas encore. A la figure de Münchhausen (le baron qui croyait pouvoir se sortir de la vase en tirant sur ses propres lacets) il faudra en tout cas ajouter celle de Némésis, déesse de la vengeance â€” car il y a comme une sorte de justice immanente à ce que les pays du « centre » qui ont si bien poussé la Grèce au désastre en aient leur part de retour.

Etonnamment cependant le plus fort de l'alarme est sonné à propos des pertes possibles de la Banque centrale européenne (BCE), exposée à la dette grecque à la fois par sa politique de rachat ferme sur les marchés secondaires et par ses programmes de refinancement (notamment le LTRO) qui ont chargé son bilan en collatéraux douteux. Pour ce qui est de la seule détention ferme, il y va tout de même de 45 milliards d'euros [7]. Et voici l'oracle de malheur : les dévalorisations de ses actifs grecs vont entamer les fonds propres de la BCE et forcer à la recapitaliser. Or ses seuls actionnaires sont les Etats-membres de la zone, déjà à la ramasse financièrement et qui, après leur part de bouillon FESF, prendront mal, et leurs opinions publiques avec, d'avoir à remettre au pot pour une recapitalisation de la BCE (dont la France par exemple devrait assumer 14 %)...

Sauver Willy (avec Willy = BCE) ?...

Mais tout est faux, ou bien malhonnête, dans cette histoire de BCE en danger. On se demande en effet s'il faut invoquer la bêtise ou la duplicité pour rendre raison de ces discours dont certains vont jusqu'à faire de la BCE une sorte de *zombie-bank*, plus leviérisée que ne l'était Lehman Brothers en septembre 2008 â€” le lecteur, convenablement apeuré, est invité à conclure de lui-même que les « mêmes conséquences » devraient s'ensuivre â€”, asseyant son bilan à un coussin ultra mince de 2 % de fonds propres, quand Bâle III exige 7,5 % des banques privées. « *Tout ça n'est pas sérieux* » conclut d'un ton grave Georges Ugeux qui se trouve trop seul à avoir la clairvoyance inquiète [8] et se rêve peut-être en moderne Cassandra, extralucide mais inécouté.

En effet, tout ça n'est pas sérieux, à ceci près que le « ça » en question renvoie moins aux supposés périls auxquels la BCE se serait déraisonnablement exposée qu'aux divagations du commentateur qui n'a pas tout à fait compris qu'il était de la dernière ineptie d'appliquer les catégories ordinaires de l'économie financière à la banque centrale, entité par construction absolument dérogoire du « droit commun ». Source ultime et souveraine de la création monétaire, une banque centrale, *par définition*, se moque comme d'une guigne de sa leviérisation, de ses ratios de solvabilité ou de sa propre liquidité (!), considérations qui n'ont rigoureusement aucun sens pour elle ; et s'il lui a fallu des fonds propres au commencement de son existence, c'était tout simplement pour avoir de quoi se construire un bâtiment et financer son besoin en fonds de roulement (recrutements, consommations intermédiaires). En temps normal, oui, la banque centrale fait des profits sur ses opérations ordinaires, grâce auxquels elle continue de couvrir ses charges, payer quelques dividendes à ses actionnaires (les Etats) et faire du report à nouveau ou quelques investissements en équipements divers. Mais l'éventualité de faire des pertes et de « détruire ses fonds propres » est pour elle en principe un non-événement pour cette raison simple que, émettrice même de la monnaie, elle peut monétiser ses propres pertes et, si besoin est, s'auto-recapitaliser par création monétaire.

Il serait donc temps pour quelques commentateurs d'apercevoir le non-sens qui consiste à user des catégories économiques ordinaires à propos d'agents économiques extra-ordinaires. Car, de même qu'il est inepte de parler de « faillite » à propos d'un Etat (un Etat est souverain et ne laisse pas saisir ses actifs, il *fait défaut* et envoie la terre entière se faire voir chez Plumeau), de même la banque centrale n'est pas justiciable des arguments de l'économie bancaire ordinaire, et si l'on peut tout de même parler à son propos de profits et de pertes, ces notions n'ont pas pour elle exactement le même sens, entendre les mêmes conséquences, que pour n'importe qui d'autre, et ceci précisément parce que la banque centrale est dans l'économie l'instance ultime de validation (ou de non validation) des pertes de tous les autres agents â€” à commencer par les siennes.

En effet, lorsqu'une entreprise fait temporairement des pertes [9], elle les soumet à la validation de sa banque qui lui

accordera (ou non) des crédits pour les surmonter. La banque elle-même apporte ses propres pertes consolidées, notamment issues de décisions de validation qui ont mal tourné, à la validation de l'étage supérieur, celui de la banque centrale. Et puis ? Et puis stop ! Car la banque centrale est le sommet du système, c'est-à-dire la source ultime et souveraine de validation de toutes les validations. De même qu'il n'y pas de nuages « au-dessus » du soleil, il n'y a rien au-delà de la banque centrale, perspective sans doute un peu effrayante pour tous ceux qui croient, à la manière des nostalgiques de l'étalon-or, qu'il y a quelque part dans l'économie des ancrages ultimes « réels » et substantiels â€” qui ne mentent pas.

Pour tous ceux-là, il va donc falloir trouver des mots rassurants afin d'expliquer qu'en fait non : dans l'économie en particulier comme dans le monde social en général, il n'y a que des ancrages institutionnels, en dernière analyse (clause importante) cristallisations autoréalisatrices de croyances collectives... mais (donc) toujours susceptibles d'être défaits. C'est pourquoi d'ailleurs pas tout à fait « et puis stop ! ». Car, tout extraordinaire qu'elle soit, la banque centrale ne saurait échapper à cette condition et, comme pour toute institution, la possibilité de la décomposition ne peut être chassée de son horizon. Elle prendra la forme soit d'une sédition politique (populaire) à l'encontre de ses orientations de politique monétaire (la direction que la BCE s'attache si bien à prendre...), soit d'un rejet de la monnaie en période hyper-inflationniste, c'est-à-dire quand son passif aura enflé au point, non pas d'alarmer les *central bank watchers* qui consultent son bilan toute les semaines et croient leur marotte universellement partagée, mais quand par un effet de percolation les agents commenceront à éprouver concrètement l'excès de liquidité environnant.

En tout cas elle n'aura en aucun cas la figure que lui fantasme Georges Ugeux qui confond banque privée et banque centrale, et croit que *Lehman Brothers* donne à la BCE de profondes leçons à méditer pour son propre compte â€” mais tout ceci sans doute pour mieux donner lui-même consistance et nécessité au titre-vocation de son blog qui en appelle à « démystifier la finance »...

... ou l'empêcher (Willy) de nager ?

En cette affaire de corne-cul de « banque centrale à recapitaliser », il n'y a cependant pas que les simplets. Il y a aussi, comme d'habitude, les cyniques. Ceux-là opposent moins une incapacité intellectuelle qu'un refus de principe à l'idée que la banque centrale puisse s'autocréditer et monétiser ses propres pertes. Car, bien dans la ligne du monétarisme, l'idée de valider des paris perdus, quand bien même il revient à la banque centrale d'assumer la fonction de prêteur en dernier ressort, et de laisser croître son passif, c'est-à-dire la masse monétaire, cette idée leur est non pas inaccessible mais insupportable. Aussi tiennent-ils sans relâche, à l'usage des impressionnables, le discours du « trou dans les fonds propres » et de la « nécessaire recapitalisation » qui coûtera tant aux Etats-actionnaires, c'est-à-dire â€” ici : néon clignotant â€” aux contribuables.

Evidemment le contribuable, « dûment » éclairé par les « démystificateurs de la finance », n'est pas tout à fait en état de savoir que l'idée de la banque centrale refinancée par les Etats est simplement bouffonne car l'instance ultime du refinancement c'est la banque centrale ! C'est pourtant cette bouffonnerie que voudraient faire advenir les doctrinaires de l'orthodoxie monétariste. En vérité il faut lire leur « raisonnement » à l'envers et considérer les conclusions alléguées comme des prémisses : parce qu'on a posé *ex ante* que la Grèce ne doit pas faire défaut, il s'en *déduit*, mais par nécessité fonctionnelle plus que logique, que le défaut est â€” doit paraître â€” un événement catastrophique pour la banque centrale â€” alors que, *a fortiori* pour un si petit encours, il n'en est rien pour elle.

Contagion

Si cette part « technique » de l'oracle ne vaut pas grand-chose, celle qui, légèrement angoissée, cherche à percer les mystères de la « contagion » â€” *quid* d'autres possibles sortants après un éventuel départ de la Grèce ? â€” est autrement considérable. Malheureusement, rétive à l'éviscération des poulets ou à l'herméneutique du marc de café,

la réponse à la question est... qu'on ne peut pas répondre. En tout cas pas à coup sûr. Car, charme particulier des dynamiques de marché, un événement donné ne déploie ses conséquences qu'au travers de la médiation du jugement et de l'opinion collective de la finance – imprédictible *ex ante*... La sortie de la Grèce pourrait donc, en théorie, être reçue tout aussi bien sur le mode du soulagement – débarrassé du corps mort, l'euro repart du bon pied – que dans l'angoisse du domino suivant. En pratique, c'est plutôt de ce second côté que la balance aurait tendance à pencher, et pour la raison déjà mentionnée que la Grèce n'est que l'éclaireur avancé d'un mouvement beaucoup plus général, et que ce qu'il lui arrive en ce moment est peu ou prou au programme de tous les autres qui suivent un chemin similaire.

Le Portugal pourrait bientôt appeler à l'aide pour une deuxième tranche de sauvetage, mais c'est surtout du côté de l'Espagne où l'enfoncement dans la récession et l'impossibilité de tenir les objectifs de réduction du déficit le disputent à la sévérité de la crise bancaire, les deux nouant d'ailleurs entre eux de toxiques interactions. Car, à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière, c'est bien l'effondrement de la croissance qui fait exploser le volume des mauvaises créances bancaires – 8,4 % des prêts sont ainsi avérés douteux *dixit* la Banque d'Espagne. Si l'attention s'est surtout portée sur Bankia, conglomérat de raccroc forgé puis nationalisé dans l'urgence pour sauver de la débâcle sept caisses d'épargne (*cajas*), le reste du système bancaire espagnol vaut à peine mieux, comme en témoigne la récente vague de dégradation annoncée par Moody's. Les estimations les plus imprécises circulent quant aux besoins de recapitalisation du système bancaire espagnol – jusqu'à 60 voire 80 milliards d'euros. Quelle part pourrait en être assumée par les banques privées elles-mêmes, quelle part écherra à l'Etat – qui n'a vraiment pas besoin de ça – ? nul ne le sait pour l'heure. Entre temps la détérioration de la situation des banques menace à tout instant de déclencher un *run*, à l'image de Bankia qui a perdu plus d'un milliard d'euros en quelques jours, le système bancaire dans son ensemble accusant lui une fuite de 31 milliards d'euros en un mois... L'inconvénient du *run* c'est qu'il ne prévient pas et que, passé un point critique, il devient foudroyant, et menace de disloquer complètement l'économie – à peu près tout ce dont l'Espagne a urgemment besoin...

C'est donc peu dire que l'Espagne a tout ce qu'il faut pour attirer la foudre. Or le passage par les marchés de sa frontière marquerait la cessation des illusions : le FESF, quoique transformé en MES, éventuellement assisté du FMI, et dont les ressources d'ensemble ont été portées en un ultime effort à 750 milliards d'euros (effectivement ?) mobilisables, n'est plus à la hauteur d'un client comme l'Espagne, à plus forte raison après les tirages de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande... et sans même évoquer la possibilité que l'Italie la suive de près. Si par une de ces propagations funestes (et en l'occurrence probable) dont les marchés ont le secret, la Grèce sortant de l'euro conduisait surtout les investisseurs à se retourner contre l'Espagne et l'Italie, alors la monnaie unique européenne aurait vécu.

La mauvaise économie de « l'oubli du peuple »

Il faut pourtant revenir sur la part politique de l'économie politique européenne pour saisir vraiment le fond du désastre, en remarquant notamment qu'entre janvier, où le programme LTRO de la BCE est accueilli (pour la énième fois) aux vivats de « la crise est finie », et mai où tout est de nouveau à feu et à sang, la différence est que le peuple, grec en l'occurrence, a parlé. Redisons que c'est en ce point précis que se tient l'écart entre une « science économique » et une économie politique. Car de même que des patrons, laissés à leur idéal fantasmé, pourraient sans difficulté pousser le raisonnement économique jusqu'à énumérer tranquillement les avantages du salaire zéro [[10](#)], de même les gouvernants européens d'aujourd'hui poursuivent sans ciller la logique de l'ajustement structurel avec des taux de chômage à 25 %, des taux de suicide en hausse et des espérances de vie en baisse [[11](#)], jusqu'à ce que... Jusqu'à ce que les « intéressés », on veut dire les préposés au chômage, au suicide et à la vie raccourcie, finissent par rappeler leur présence, matériel humain ordinairement tenu pour quantité négligeable mais qui de temps à autre recouvre sa qualité de sujet politique, et réaffirme ses intérêts vitaux, avec parfois une violence en proportion des négations dont elle a fait l'objet.

Considérée au niveau collectif, la qualité de sujet politique a pour autre nom « souveraineté ». Si l'on veut le dernier

mot des tares rédhibitoires de la construction européenne, c'est bien de ce côté, et non dans les enchaînements économiques vicieux que par ailleurs elle se sera ingénée à mettre en place, qu'il faut chercher : une construction politique sans sujet, c'est-à-dire sans peuple, voilà l'extravagante expérience historique à laquelle l'Union européenne se sera livrée. Marchés financiers, règles des traités, gouvernements de technocrates illégitimes, plans de marche impératifs enjoins par la BCE [12], pro-consuls (généralement allemands) missionnés pour prendre les commandes [13], et autres formes de mise sous tutelle par « troïka » interposée : extraordinaire conjonction de forces extra-politiques oeuvrant, le sachant ou non, à la destruction de corps sociaux. Et, l'ignorant tout à fait, à la destruction de l'Europe elle-même » où l'on voit que certaines « économies » s'avèrent en fait ruineuses.

« La paix » et « l'amitié entre les peuples » - disaient-ils...

Car voilà déjà quelques splendides résultats : des touristes allemands agressés en Grèce, des couvertures de presse injurieuses, celle de *Focus* par exemple avec sa Vénus de Milo faisant un doigt d'honneur, ou bien appelant à vendre les Cyclades ou l'Acropole, des pancartes de manifestants grecs représentant Angela Merkel en uniforme nazi, ou bien la fameuse « *task force* » de Reichenbach rebaptisée « *Third Reich is back* », il est évident que la paix entre les peuples européens fait sous nos yeux de stupéfiants progrès. Se souvient-on que sonnés, dans les cordes, et à cours d'arguments, l'ultime redoute des partisans des « oui » (au traité de Maastricht et au TCE de 2005), le bunker supposé indestructible, consistait à annoncer « plus jamais la guerre » ou « l'amitié des peuples européens ». Il fallait accepter la banque centrale indépendante, la concurrence non faussée et le pacte de stabilité pour « la paix », le plus précieux des biens, au nom duquel par conséquent n'importe quoi devait être avalé. Nul doute qu'un référendum se tiendrait-il sur le TSCG, « la paix » ferait, comme à chaque fois, un retour en force.

Sauf que voilà : « l'Europe de la paix » est en fait une machine à destructions sociales qui engendre de la guerre. De la guerre interne avec des résurgences d'extrême droite un peu partout, depuis longtemps déjà mais désormais sous des formes carabinées » car un parti nazi entrant dans un parlement européen (l'Aube Dorée grecque) c'est quand même un accomplissement assez remarquable. Tous ceux qui ont depuis des années consciencieusement travaillé à repousser toute idée d'une connexion entre la montée des extrêmes droites et le fléau néolibéral, notamment européen, auront sans doute plus de difficulté à soutenir qu'entre le désastre économique grec et l'avènement de l'Aube Dorée il n'y a aucun lien de cause à effet... Il y a celui du peuple socialement violenté et politiquement tenu pour rien, combinaison qui a déjà prouvé sa toxicité dans l'histoire. On jugera donc l'Europe à ses résultats : des régressions sociales sans précédent, et la résurgence de possibilités qu'on croyait définitivement appartenir au passé, comme un coup d'Etat militaire en Grèce par exemple (qui ne manquerait pas de se produire si la faillite venait à menacer le paiement des salaires de l'appareil de force).

Guerre interne mais aussi guerre externe, pour l'heure heureusement sous la seule forme de l'inimitié entre les peuples, qui ridiculise les préambules ronflants des traités européens, et au compte de laquelle il faudrait évidemment verser les tensions gréco-allemandes évoquées à l'instant, mais aussi ce fait inouï que dans l'Europe d'aujourd'hui on puisse de nouveau entendre un discours, tel celui du député (européen) britannique Nigel Farage [14] s'inquiétant de « la domination » » non pas de l'hégémonie mais bien de la *domination*... » d'un Etat-membre (il s'agit de l'Allemagne évidemment), chose encore moins anodine quand elle fait ouvertement référence à la domination du 3ème Reich et à la guerre mondiale qu'il avait fallu mener pour la réduire !

Evidemment le discours européiste aura tôt fait de disqualifier ce genre de propos comme europhobie patentée de longue date (Farage est membre de l'UKIP, un parti britannique ouvertement anti-européen), mais comme toujours sans être capable de faire la différence entre deux opérations intellectuelles pourtant aussi différentes que délivrer une approbation et identifier un symptôme. Même à l'eurobéat le plus endurci, quelques alarmes devraient tinter au simple constat que, indicibles il y a peu encore, pareilles choses se disent à nouveau. Pour désagréable qu'il soit, l'on devra bien faire également le constat qu'elles ont pour objet l'Allemagne. Et pire encore accorder que ce choix d'objet et l'argument d'ensemble sont loin d'être mal fondés ! Au moment où même les insoupçonnables Pays-Bas connaissent et le dérapage budgétaire et les turbulences politiques de l'austérité, au moment où les marchés financiers, le FMI et jusqu'à la presse financière anglosaxonne la plus idéologiquement engagée en faveur du

néolibéralisme disent l'aberration de politiques de restriction autodestructrices, il apparaît de plus en plus clairement que seul l'acharnement doctrinaire de l'Allemagne porte le poids de la catastrophe européenne. Et l'on aperçoit enfin dans toute son ampleur l'aberration inaugurale qui aura consisté à imposer à tous le modèle d'un seul. Décidément l'Allemagne nous coûte... On se retiendra de voir dans les actuelles dévastations économiques et sociales une nouvelle manière de mettre le continent à feu et à sang, mais tout de même, c'est bien son obstination et elle seule qui est en train de ruiner l'Europe.

En finir avec le boulet du « couple franco-allemand »

Au passage, il ne manquerait pas de sel de lui soumettre ses propres contradictions. Car l'Allemagne-la-rigueur est bien la même qui n'hésite pas à mettre 100 milliards d'euros sur la table pour sauver la banque *Hypo Real Estate* de ses petits débords. Mais y a-t-il là rien qui ne soit à l'image du colossal scandale des sauvetages respectifs des banques et des Etats ? Les unes seront sauvées à presque 0 %, les autres aux 5 % du FESF et du FMI. Aux premières l'argent gratuit donc, et l'inconditionnalité en prime : a-t-on entendu exiger quoi que ce soit des banques en contrepartie de leur sauvetage... et de l'immense désastre qu'elles ont laissé derrière elle ? Aux seconds l'argent prohibitif avec, en plus, la conditionnalité de l'ajustement structurel ! Mais le meilleur pour la fin : l'Allemagne, droite dans ses bottes et qui mettra l'Europe à l'agonie plutôt que d'autoriser le moindre financement monétaire des Etats, n'a visiblement aucun problème avec la création monétaire à centaines de milliards d'euros quand elle est dirigée vers les banques [\[15\]](#), et c'est peut-être à ce genre de « différence » que l'orthodoxie montre le mieux son vrai visage...

Il est maintenant temps de prendre conscience qu'il n'y aura aucune solution de survie de la monnaie européenne, et en fait de l'Union tout entière, sans une modification radicale de la position allemande » et l'acceptation de tout ce qu'elle a toujours refusé : révision profonde des missions de la banque centrale, autorisations d'actions ponctuelles de création monétaire au profit des Etats, abandon du dogme de l'équilibre fiscal structurel, contrôle des capitaux, etc. » et l'on évalue d'ici la probabilité de la chose... La solution est donc ailleurs qu'à Berlin : à Paris ! Elle suppose de renoncer enfin au mythe catastrophique du « couple franco-allemand » et d'accepter d'entrer en rude confrontation avec l'Allemagne. Cette dernière après tout n'avait-elle pas, au moment de la chute du Mur, imposé à toute l'Europe, France en tête, son ultimatum : ou l'adoption inconditionnelle de mon modèle de politique économique et l'euro selon mes directives, ou l'éloignement de l'Europe et le déport vers la Russie. Il n'est donc que temps de lui présenter l'ultimatum inverse et d'autant plus légitimement qu'il y va des intérêts vitaux des peuples européens : si l'Europe crève de suivre le modèle allemand, il faut l'abandonner ou nous referons une autre Europe sans vous [\[16\]](#).

Mais la probabilité de cette autre chose est-elle beaucoup plus grande ? Par réflexe incorporé au point d'être devenu quasi-reptilien, les élites françaises arrivant au pouvoir, et spécialement les élites « socialistes », ont pour tout premier mouvement de faire le pèlerinage de Berlin et de psalmodier la gloire indestructible du-couple-franco-allemand. Mais l'Allemagne est devenue néfaste à l'Europe et, par transivité, ce couple également. Il est malheureusement à craindre que seuls des événements considérables, entendre des destructions de très grande ampleur comme l'effondrement bancaire européen généralisé, puissent éventuellement conduire le pouvoir socialiste français actuel à sortir de son hébétude et de sa pusillanimité pour envisager » mais tautologiquement ! » que, l'Europe en ruine, le concept de moteur franco-allemand de l'Europe perd beaucoup de son sens... Et songer à refaire autre chose.

[La pompe à phynance](#) Les blogs du Diplo. Paris, le 24 mai 2012.

[1] Voir « [Crise, la croisée des chemins](#) » et « [En route vers la Grande Dépression ?](#) », *La Pompe à phynance*, mai 2010.

[2] Voir à ce sujet Anastassios Anastassiadis, « [L'Etat grec, son passé et son avenir](#) », entretien avec Nicolas Delalande, *La Vie des Idées*, 23 février 2012.

[3] Données BCE.

[4] Patrick Artus et Jésus Castillo, Natixis, [Special Report, n° 55](#), 15 mai 2012.

[5] *The Economist*, 19 mai 2012, données Banque des Règlements Internationaux.

[6] Données Natixis, *Special Report*, n° 55, *op. cit.*

[7] *Id.*

[8] Georges Ugeux, « [La Banque Centrale Européenne risque-t-elle d'exploser en prêtant aux banques ?](#) », blog « *Démystifier la finance* », *Lemond.fr*, 12 février 2012.

[9] On peut ici généraliser la notion de « pertes » à toute situation de tension de trésorerie.

[10] Au prix évidemment d'une erreur connue sous le nom de « sophisme de composition », car si d'aventure tous les patrons parvenaient à obtenir du travail contre salaire zéro, leur production ne rencontrerait plus aucune demande (sauf à devenir une économie ouverte à 100 %... c'est-à-dire un non-pays).

[11] Voir Stathis Kouvelakis, « [Grèce : destruction programmée d'un pays](#) », *Revue des Livres*, n° 4, mars-avril 2012.

[12] Comme celle envoyée le 5 août 2011 par Jean-Claude Trichet, président de la BCE, à Silvio Berlusconi, président du conseil italien.

[13] En euphémismes européens, Horst Reichenbach est plutôt nommé « *chef de la task-force européenne* » en Grèce...

[14] [Intervention au Parlement européen](#), 16 novembre 2011.

[15] Le programme LTRO (*Long Term Refinancing Operations*) de la BCE met à disposition des banques un total d'approximativement mille milliards d'euros de liquidité à trois ans.

[16] Point de vue défendu ici depuis un certain temps déjà... voir « [Ca n'est pas la Grèce qu'il faut exclure, c'est l'Allemagne !](#) », mars 2010.